

La mise en place au forceps de réformes largement contestées a créé un climat pesant dans les écoles : pressions et contrôle accrus de la hiérarchie, multiplication de documents administratifs, d'enquêtes de formulaires à remplir, alourdissement des journées de travail... Parallèlement, l'administration n'assume pas ses devoirs légaux en terme de formation continue, de frais de déplacement, de médecine du travail, d'inspections... Mais elle est toujours prompte à nous demander toujours plus sur le terrain.

L'administration nous en demande toujours plus :	Mais elle nous en donne toujours moins :
<ul style="list-style-type: none"> • Tableau de bord des écoles • PPRE, PPS • Tableau de service des 108H • Evaluations nationales, • Enseignement des langues vivantes avec échange de service, • B2i • Livrets scolaires de passage en sixième • Aide personnalisée, • Programmes et contenus plus lourd avec moins de temps, • Toujours plus d'animations institutionnelles toujours plus longues, • Multiplications des réunions, • Auto-formation et compagnonnage pour les nouveaux directeurs, les stagiaires • Demande aux directeurs de contrôler les collègues. 	<ul style="list-style-type: none"> • Moins de RASED (fermeture de poste et non départ en stage), • Moins de remplaçants (ceux-ci étant affectés sur des compléments de service ou des postes à l'année), • Moins de crédit pour les déplacements, • Moins d'argent pour les sorties scolaires, • Moins de postes pour la formation et l'accompagnement pédagogique, • Moins de postes administratifs, • Moins de formation continue, • Moins de salaire (revalorisation insuffisante par rapport à l'élévation du coût de la vie), • Moins de paritarisme (mouvement moins transparent, moins d'équité car non respect du barème), • Moins de confiance de la part de notre hiérarchie, • Refus du travail à temps partiel légal, • Recul du droit syndical (limitation des réunions d'information syndicale sur le temps de service hors élève), • Refus d'autorisation d'absence.

Le SNUipp revendique un autre fonctionnement pour l'école publique, d'autres ambitions pour nos élèves, plus de considération pour les enseignants. Au plan départemental, face à une hiérarchie souvent zélée dans l'application des réformes, il a déclenché le dispositif d'alarme sociale pour obliger l'inspectrice d'académie à mettre en place une négociation préalable sur l'ensemble des dossiers landais.

Pour construire un rapport de force, concrétiser notre opposition à la politique éducative en place, mettre en place collectivement une stratégie d'action sur la durée, **le SNUipp appelle tous les personnels du département à se mettre en grève le 24 novembre et à participer à l'assemblée générale des personnels.**



TOUS EN GREVE LE 24 NOVEMBRE,

Assemblée générale des personnels

9h 30 Mont de Marsan Maison des syndicats

RASSEMBLEMENT 11 HEURES DEVANT L'INSPECTION ACADEMIQUE

Budget, salaires, exercice du métier, formation des maîtres...

L'Ecole n'est pas au beau fixe.

Le SNUipp et la FSU appellent à une journée de grève

le mardi 24 novembre,

et à débattre des suites à donner à cette action.

Ecole, collège, lycée, université, le monde de l'éducation appelle à faire grève mardi 24 novembre. Dans le contexte actuel, la FSU a décidé « de prendre ses responsabilités ». Le projet de budget 2010 reste toujours marqué par le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux. Une décision du président de la République qui soulève de plus en plus d'opposition dans l'opinion publique. Alors que la crise a conduit nombre de révisions des politiques, ce dogme restera-t-il intouchable alors qu'il frappe de plein fouet l'Education nationale ?

Une Education nationale qui affichera un déficit record de 16 000 postes en moins. L'école, pour sa part, après les remises en cause de la réussite de tous (RASED, Maternelle, Aide personnalisée...) et la déstabilisation professionnelle provoquée par Xavier Darcos, ou encore la tentative de mise en place des EPEP, voit disparaître 9182 postes de PE2. Cette mesure, consécutive de la réforme de la formation et du recrutement, touche directement aux décharges de direction et aux stages de formation continue. Ces suppressions ne seront pas contrebalancées par la création de 2 182 emplois que le ministre affiche au titre de l'évolution démographique (+ 5 766 élèves attendus à la rentrée prochaine). Pourtant, l'an dernier, alors que le nombre d'élèves augmentait, le ministère n'a pas utilisé tous les emplois budgétaires programmés. Selon la loi de finance, 1 232 postes n'ont pas été consommés.

Un récent sondage BVA-PEEP indiquait que 51 % des parents d'élèves interrogés jugeaient négativement la politique éducative du gouvernement. Avec en plus la baisse drastique de plus de 50% des crédits pédagogiques, c'est la poursuite d'une logique d'appauvrissement de l'école qui se poursuit, génératrice de détérioration des conditions d'exercice du métier. L'avenir des élèves comme la formation ou la reconnaissance de qualification des enseignants appellent un engagement du plus grand nombre dans la journée de grève du 24 novembre.

**Participez massivement à la grève du 24 novembre
et aux réunions d'information syndicale
du 18 novembre (St Pierre du Mont)
et du 9 décembre (St Geours de Maremne et Parentis en Born).**